

## **PARTIE II, SECTION II**

# **RESSOURCES ET MÉCANISMES FINANCIERS**

### **Introduction**

Le Canada croit qu'un des éléments clés de la coopération internationale, qui contribuent au développement durable dans le monde, réside dans l'attribution d'une aide, financière particulièrement, aux pays en développement pour les aider à honorer les engagements qu'ils ont pris à l'égard d'Action 21. L'aide financière des pays industrialisés aux pays en développement devrait s'ajouter aux ressources nationales financières, techniques et humaines mobilisées par les pays en développement, mobilisation qui est fondamentale dans la mise en oeuvre d'Action 21. À ce titre, le gros de l'aide du Canada est acheminé par le programme fédéral d'aide publique au développement (APD). Des organisations comme le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), dont le siège est à Ottawa, et l'Institut international du développement durable, situé à Winnipeg, accomplissent aussi un travail d'importance.

### **Mécanismes innovateurs**

Le Canada est de plus en plus convaincu que le développement durable passe par l'instauration et le maintien de relations économiques solides, mutuellement profitables, entre pays industrialisés et pays en développement. Dans l'énoncé de politique étrangère qu'il a publié au début de 1995, *Le Canada dans le monde*, le gouvernement fédéral s'est engagé à élargir ses relations en matière de commerce et d'investissements avec les pays en développement.

Conscient du rôle du commerce international dans la promotion du développement durable, le Canada a fait part de son intention de s'acquitter pleinement des engagements qu'il a pris dans les négociations commerciales du Cycle d'Uruguay, auxquelles ont participé plusieurs pays et qui ont pris fin en 1994. L'un de ces engagements revêt un intérêt particulier pour les pays les moins développés : il s'agit de la promesse du gouvernement du Canada de réformer son Tarif de préférence général pour ménager aux pays les moins développés un meilleur accès au marché canadien. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a aussi entrepris une étude sur les répercussions du Cycle d'Uruguay sur les pays en développement, dans le dessein, entre autres, de cerner